Le « code de conduite » politique du *Nandi Kaburwo Council of Elders* : libérer la communauté nandi d'un mauvais sort en réhabilitant les « bons leaders » en temps électoral

Chloé Josse-Durand

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/eastafrica/360>

DOI : 10.4000/eastafrica.360

ISSN : 2790-1076

Éditeur

IFRA - Institut Français de Recherche en Afrique

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2014

Pagination : 183-195

ISSN : 2071-7245

Référence électronique

Chloé Josse-Durand, « Le « code de conduite » politique du *Nandi Kaburwo Council of Elders* : libérer la communauté nandi d'un mauvais sort en réhabilitant les « bons leaders » en temps électoral », *Les Cahiers d'Afrique de l'Est / The East African Review* [En ligne], 49 | 2014, mis en ligne le 07 mai 2019, consulté le 09 décembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/eastafrica/360> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/eastafrica.360>

Le « code de conduite » politique du *Nandi Kaburwo Council of Elders* : libérer la communauté nandi d'un mauvais sort en réhabilitant les « bon leaders » en temps électoral

Chloé Josse-Durand

Alors que je menais une mission de recherche³ dans le comté Nandi en mars 2013, la campagne politique pour les élections 2013 battait son plein : les meetings s'enchaînaient sur le petit square central de la ville de Nandi Hills et, non loin de là, les marchands de journaux avaient installé des bancs, invitant les lecteurs à prendre le temps d'ouvrir le *Daily Nation*, le *Standard* ou encore le *Kass*, le magazine régional en langue kalenjin. Quelques militants, employés par les partis politiques pour s'affronter en joutes verbales dans différents endroits passants de la ville, s'étaient accaparé certains de ces bancs et les avaient réorganisés en carré où, arborant t-shirts et casquettes aux couleurs de leur parti, ils affrontaient verbalement les agents du parti adverse. À quelques jours de l'élection de six représentants d'importance (le président, le député, le sénateur, le gouverneur de comté, la représentante des femmes et le conseiller local), tensions et espoirs alimentaient les compétitions politiques alors que le nouveau découpage administratif donnait un rôle plus important aux collectivités territoriales. Cette élection pouvait être l'occasion d'un renouvellement de la classe politique en termes partisans mais également en termes générationnels.

Pourtant, loin de cette effervescence, d'autres acteurs avaient abordé la campagne de façon plus rationnelle, sur la base de stratégies élaborées en amont avec des objectifs bien précis. Le *Nandi Kaburwo Council of Elders*,⁴ une association qui se présente comme un regroupement des anciens et des sages de la communauté nandi, avait en effet entrepris la rédaction d'un code de conduite politique plus d'un an avant la tenue des

3 Cette mission de trois semaines, réalisée avec le soutien financier de l'IFRA-Nairobi, a été effectuée dans le cadre de ma thèse entamée en 2011 sur les enjeux politiques et identitaires qui accompagnent la création d'un musée-mausolée dédié à un héros local, Koitalel Samoei, à Nandi Hills, Nandi County.

4 *Kaburwo* m'a été traduit par les *elders* par « the shade of the tree », qui a pour vocation de rappeler les palabres que les anciens tenaient à l'ombre des ficus centenaires, anciens lieux sociaux et religieux respectés par les nandis. Ce terme explique le symbole choisi pour représenter le *Nandi Kaburwo Council of Elders*, un arbre aux larges branches que l'on retrouve sur la couverture du NCPCC.

élections, le *Nandi County Political Code of Conduct*⁵ (NCPCC). Destiné aux candidats du comté, à leurs partisans et à leur parti, ce code de conduite énonce un certain nombre de règles censées contribuer à transformer le comté Nandi en un îlot de prospérité, « *the island of new politics, free of political madness* ». ⁶ Adopté en avril 2012, le NCPCC a été diffusé par le *Nandi Kaburwo Council of Elders* avec le soutien du *Center for Community Dialogue and Development* (CCDD), une ONG promouvant les *elders* comme vecteurs d'unité au sein de leur communauté d'origine. ⁷ Il est intéressant de noter que ce code de conduite est né en pleine controverse : un certain nombre de polémiques occupaient alors la scène politique régionale. Bethwel Kiplagat, jugé responsable du *Wagalla massacre*, ⁸ est destitué par la *Truth Justice and Reconciliation Commission* (TJRC) qu'il préside en novembre 2010. Le *Kalenjin Council of Elders*, ⁹ autorité dont dépend le *Nandi Kaburwo Council of Elders*, prend alors sa défense en la personne de Josuah Sang, nommé à la tête du *Kalenjin Council of Elders* peu après l'adoption du NCPCC. Kethwell Kiplagat est finalement renommé à la tête de la TJRC en avril 2012 grâce à l'influence du Ministre de la Justice Eugene Wamalwa. Au même moment, environ deux semaines avant l'entrée en fonction de Josuah Sang, le *Kalenjin Council of Elders* refuse de reconnaître William Ruto comme le candidat favori des Kalenjin à la présidentielle, alors jugé par la Cour Pénale

5 C'est Ben, un jeune chanteur nandi qui m'a transmis ce document. Lors de la campagne politique, il a été rémunéré par des politiciens locaux pour écrire une chanson en kalenjin intitulée « Uhuruto », dont le clip a été tourné à *Kapsimoto gardens* dans les jardins luxuriants de l'une des nombreuses propriétés du Président Moi dans la région. Dans cette chanson de campagne, Ben chante les louanges des leaders de demain et de leur alliance politique, Uhuru Kenyatta et plus particulièrement de William Samoei Ruto, jeune leader de l'*United Republican Party* (URP), parti dont l'électorat de base est principalement kalenjin et qui a beaucoup de succès dans la région. C'est lors de la campagne, en tant que partisan, qu'il a reçu l'un des exemplaires du NCPCC.

6 Les bases de ce code de conduite ont été arrêtées lors d'une réunion des différentes *community based organizations* du comté, sous la houlette de Denis Kogo, alors président du *Rift Valley Development Trust*. Pour plus de détails sur la création de ce code de conduite, voir l'article « NGO Sending Shivers on Political Leaders in Nandi ». Lien : <http://lawrencekoech.wordpress.com/2011/10/10/ngo-sending-shivers-on-political-leaders-in-nandi/>

7 « *Vision and Mission: create a safer future for the world by working with local communities to identify their societal problems.* » Source : site officiel de la CCDD. Lien : <http://www.ccddkenya.org/>

8 Kethwel Kiplagat est une personnalité kalenjin proche du Président Moi : il a occupé différents postes administratifs et diplomatiques d'importance de 1978 à 1983 et a également acquis une aura internationale en tant que *chairman* du *Africa Peer Review Mechanism of the New Partnership for Africa's Development* (NEPAD) et membre d'*International Crisis Group* (ICG). Nommé *Chairman* de la *Kenya's Truth Justice and Reconciliation Committee* en août 2009, il est forcé de démissionner en novembre 2010 en raison d'un rapport qui fait état de son rôle trouble dans l'assassinat de l'ancien Ministre des Affaires étrangères Robert Ouko ainsi que dans le massacre d'environ 3000 kényans musulmans d'origine somalienne perpétré par les forces de sécurité kényanes à Wagalla, North Eastern Province, en 1984.

9 Le *Kalenjin Council* est basé à Eldoret. Au regard de la loi kényane, qui reconnaît le droit aux communautés infra-nationales d'être représentées par un conseil des anciens disposant pour ce faire de la possibilité de se constituer en personne morale, le *Nandi Kaburwo Council of Elders* est l'un des dix *bororosiek* ou sous-groupes du *Kalenjin Council of Elders*.

Internationale (CPI) pour crime contre l'humanité.¹⁰ Cette double prise de position est vivement critiquée, perçue par certains comme la consolidation des réseaux clientélistes kalenjin, Bethwel Kiplagat étant un ancien de l'administration Moi, et analysée par d'autres comme une trahison, la candidature de William Ruto ainsi que son parti l'*United Republican Party* (URP) symbolisant l'unité kalenjin. Face à la polémique, Josuah Sang déclare que le conseil des anciens est une institution neutre qui n'a pas à se prononcer en faveur d'un parti plus que d'un autre et s'engage à travailler main dans la main avec la NCIC pour maintenir la paix dans la région pendant la campagne électorale.¹¹

Ainsi, le *Nandi Kaburwo Council of Elders* se présente comme une institution neutre, dont la légitimité est suffisante pour participer au vaste effort national pour la tenue d'élections pacifiques et l'avènement d'un ordre politique nouveau. Le code de conduite proposé est alors présenté comme « *a set of rules of behavior for political parties and their supporters relating to their participation in an election process, to which the parties ideally will voluntarily agree, and which may subsequent to the agreement be incorporated in law* ». Les politiciens et leur équipe de campagne doivent signer ce code en tant que garants des droits et libertés des citoyens énoncés par la constitution (I. Art 1 ; 3).¹² Un principe central hérité de la séparation des pouvoirs y est rappelé : les candidats doivent mobiliser leurs propres ressources pour faire campagne et ne peuvent faire appel aux pouvoirs de l'État (I. Art 7). Il s'agit ici de définir ce qu'est d'être un « bon leader » ainsi qu'une nouvelle forme de leadership, autour de l'idée que des élections bien conduites seront garantes d'une plus grande démocratisation du pays. La définition du rôle attribué aux représentants élus illustre cette volonté de rupture : le « bon leader » est avant tout défini par la négative. En effet, le code consiste principalement en une succession d'interdictions et la prohibition d'un certain nombre de comportements portant atteinte à la cohésion nationale : interdiction des appels à la violence ou *hate speech* (I. Art 10 ; 18), de la corruption, de l'achat de voix par la distribution d'argent ou par des fausses promesses faites aux électeurs (I. Art 20), de la consommation d'alcool, des techniques

10 Pour plus de détails, consulter l'article du journal *The Star*, « Kalenjin Council of Elders replaces Seii as chairman », 28/04/2012 : « *Sang takes over just two weeks after the council made a controversial decision to back Eldoret North MP William Ruto as Presidential candidate during the recent Kamatusa meeting in Eldoret. [...] Sang said the council had also resolved to restore confidence in the Truth Justice and Reconciliation Commission following the reinstatement of Ambassador Bethwel Kiplagat as chairman of the truth body.* » Lien : <http://www.the-star.co.ke/news/article-20536/kalenjin-council-elders-replaces-seii-chairman>

11 *Ibid.* « [...] Yesterday Sang said they will remain politically neutral and work with all political parties especially their presidential candidates. 'We will recognise and respect all political parties in particular their flag-bearers since the elders council is non-partisan', said Sang soon after he was elected to head the council which is a key community organ in the Kalenjin community. [...] Sang said they had also resolved to work with the NCIC and the provincial administration to ensure that all those seeking elective positions avoid using provocative language during the election campaigns. »

12 Afin de simplifier les références faites aux articles du code de conduite, celui-ci sera divisé en trois parties : je me référerai au *Preamble* et au *Background* comme à l'introduction du code. I. Art 1 correspond au premier article de la première partie *Regulations and Commitments*, et II. Art 1 au premier article de la deuxième partie *Compliance and Enforcement*.

d'intimidation (I. Art 27), des violences entre camps partisans (I. Art 11 ; 13 ; 17 ; 20). Enfin, il est clairement rappelé que le jour de l'élection, les candidats ne sont pas autorisés à faire campagne (I. Art 23 ; 25). Bien que la plupart des élus aient déserté la ville le dernier jour de la campagne, laissant planer un climat d'apparence calme mais très pesant, certains candidats faisaient toujours campagne, distribuant des enveloppes pleines de billets dans les parties les plus reculées du comté, comme ce fut le cas à Kapkangani.¹³

Au-delà de la redéfinition de ce que doit être un « bon leader » en temps électoral, ce code a pour vocation de consolider la relation qui unit les citoyens à leurs représentants en mettant en place des principes éthiques que les futurs élus locaux et régionaux s'engagent à respecter dès le début de leur campagne et non simplement au début de leur mandat. Cette relation de confiance permettrait de créer un sens du devoir et de l'éthique chez les candidats, ce qui augmenterait par conséquent leur légitimité à gouverner aux yeux de l'ensemble des citoyens kényans, leurs opposants y compris. Cette acceptation des résultats est pensée comme la condition *sine qua non* pour que le scénario de 2007 et les affrontements qui ont accompagné les accusations de fraude électorale ne se reproduisent pas. Par ailleurs, ce code fonctionne comme une sorte de « bible politique » promue par les anciens et à laquelle les politiciens ont juré allégeance. Ils deviennent ainsi les « prédicateurs de la bonne parole »,¹⁴ en s'engageant à diffuser le plus largement possible les préceptes évoqués par le code (II. Art 1) qui doit être présenté comme un élément central de leur campagne (II. Art 2). Le non-respect de ce code est encadré par les autorités kényanes au premier rang desquelles se trouve l'*Independent Electoral and Boundaries Commission* (IEBC). Toute transgression est passible d'emprisonnement (II. Art. 3) et une série de sanctions graduelles applicables sous l'autorité du responsable régional ou local des élections (*Electoral Chief*) sont prévues pour le candidat et son parti. Le non-respect de ce code expose également les candidats et leurs partisans aux représailles du *Nandi Kaburwo Council of Elders*, dont la fonction est également de punir, par le biais d'ensorcellements, ceux qui vont à l'encontre du bien commun de la communauté nandi.¹⁵

13 Je parcourais le comté la veille des élections et ai pu observer à cette occasion la visite d'un candidat à Kapkangani, petite localité située à la frontière nord du comté Nandi, sur la route de Kakamega.

14 La campagne électorale a été marquée par de nombreux discours politiques de type téléologiques. Voir à ce sujet les travaux d'Yvan Droz et d'Hervé Maupeu sur la pentecôtalisation de la politique au Kenya.

15 Les *elders* ont également pour fonction de jeter des mauvais sorts sur certaines mauvaises personnes désignées par la communauté. Ce fut le cas l'an passé lorsqu'un couple gérant une plantation de thé fut tué par des voleurs. Les *elders* réalisèrent alors une cérémonie sur le lieu du crime, jetant un sort mortel aux criminels en présence d'une foule importante. *Kenya citizen TV*, « Nandi Elders perform ceremony to curse family's killers ». Lien vers la vidéo de la cérémonie : <http://youtu.be/ET-5SjiDXmU>

En ce sens, ce code de conduite, s'il rappelle le *Electoral Board Code of Conduct* diffusé par la commission électorale kényane (IEBC) ou les « goodwill ambassadors »¹⁶ désignés pour porter des messages de paix et d'unité par la *National Cohesion and Integration Commission* (NCIC), est une initiative originale. En effet, il est rare que des *councils of elders* aient mis en place ce type de « directives » dans d'autres comtés du Kenya. Comment se fait-il que le *Nandi Kaburwo Council of Elders* ait souhaité la rédaction d'un code de conduite en temps électoral, qui à terme devrait fonctionner comme un véritable « contrat social » entre les électeurs et leurs élus ?

Dès l'introduction, il est précisé que ce code est écrit au nom du peuple nandi, présenté comme une entité rationnelle, consciente des opportunités fournies par le nouveau système administratif décentralisé et de l'impact global des enjeux politiques passés et présents sur le développement du comté. Le développement économique de la communauté, qui a largement été ralenti par les violences post-électorales de 2007-2008 ayant particulièrement touché la région, est un argument redondant du code de conduite. L'industrie du thé y a été ralentie, les ouvriers nandi mais aussi d'origines luo ou kisii ayant dû fuir, tout comme un certain nombre d'investisseurs. Les membres du *council of elders* ont un certain statut social et économique au sein de la communauté nandi : nombre d'entre eux font partie des entrepreneurs et des investisseurs de la région et occupent des postes clés au sein de l'administration, des médias ou du secteur agro-alimentaire. En ce sens, le *Nandi Kaburwo Council of Elders* fonctionne comme un club de notables,¹⁷ un groupe d'intérêt fermé dont les portes ne s'ouvrent que par une procédure de cooptation discutée en amont par les pairs. Cette idée se confirme lorsqu'on s'intéresse plus particulièrement à certains préceptes du code de conduite, qui soulignent des intérêts purement économiques : l'introduction mentionne explicitement que ce code s'inspire de la déontologie de secteurs professionnels particuliers (*healthcare, finance and legal services*), les contribuables y sont présentés comme une faction distincte du corps électoral (*Voters and taxpayers*) et la mission d'un « bon leader » est également de susciter stabilité et confiance dans la qualité des services et le dynamisme du comté (« *instills confidence in the Nandi County's professional standards and performance* »).

16 Ces 25 ambassadeurs de la paix, d'origines ethniques et professionnelles variées (militaires, athlètes, businessmen, intellectuels et artistes), ont été nommés par la NCIC en juillet 2012 dans le cadre de la campagne *Kenya Kwanza* (« Kenya comes first »). Bien que leur rôle soit avant tout symbolique, ils avaient pour mission de diffuser des discours d'unité et de paix pour que les élections de mars 2013 se déroulent sans heurts.

17 Sur le fonctionnement des groupes de notables locaux et plus particulièrement à Nandi Hills, voir la thèse récemment soutenue par Dominique Connan, *La Décolonisation des clubs kényans. Sociabilité exclusive et constitution morale des élites africaines dans le Kenya contemporain*, 27 janvier 2014.

Ainsi, le *Nandi Kaburwo Council of Elders* s'exprime moins au nom d'une communauté nandi supposée homogène¹⁸ qu'en tant que groupe de notables locaux. Cette idée est renforcée par les modalités selon lesquelles un membre de la communauté acquiert le statut d'*elder*. Les entretiens que j'ai pu mener auprès de plusieurs *elders* soulignent que ces derniers s'accordent sur trois points¹⁹ : le candidat doit être âgé de plus de 55 ans, avoir joué un rôle structurant dans la communauté et être intronisé selon une procédure ritualisée.²⁰ En réalité, les règles pour accéder au statut d'*elder* apparaissent plus flexibles. Le conservateur du musée de Koitalel Samoei par exemple, âgé d'une trentaine d'année, a rejoint le *Nandi Kaburwo Council of Elders* en 2007 au moment où il a pris ses fonctions au sein du musée. De même, l'un des descendants de Koitalel, journaliste pour le magazine *Kass* et auteur de la première biographie (très largement romancée) de son aïeul, a également été intronisé à l'unanimité sans respecter la limite d'âge imposée.

Pourtant, ce code a un sens particulier pour de nombreux membres de la communauté nandi car il fait écho à une croyance collective, présente dans les conversations quotidiennes et les brochures, les rituels et les discours des membres du *Nandi Kaburwo Council of Elders*. Cette croyance se base sur une mémoire collective mise en récit dans le musée de Koitalel Samoei : un imaginaire guerrier qui serait la pierre de touche d'un âge d'or nandi.²¹ Cet âge d'or aurait pris fin avec un sort lancé il y a plus d'un siècle par leur *Oorgoiyot*, c'est à dire un chef à la fois politique, militaire et spirituel qui régnait sur les différents sous-groupes nandi, ayant eux-mêmes leurs propres chefs. La communauté aurait été maudite à la suite de la perpétration du meurtre de leur leader de l'époque, Kimnyolei, dont la communauté s'était détournée. Les chefs militaires sous la protection de Kimnyolei avaient refusé d'écouter les oracles de ce dernier, qui empêchaient les différents clans de la communauté de chasser ou de capturer du bétail. Plusieurs chefs désobéirent. En chemin, les guerriers nandi trouvèrent une carcasse de buffle et décidèrent de manger la bête. Tous moururent peu après. Ils décidèrent alors de tuer Kimnyolei, persuadés qu'il avait prononcé un sort mortel à leur encontre, refusant de croire que c'était les Dieux eux-mêmes qui les avaient punis. Omniscient et pouvant prédire l'avenir, Kimnyolei anticipa leur trahison et avant de succomber à leur attaque, il

18 Les Nandi étant bien souvent perçus à l'échelon national comme une communauté essentiellement composée d'employés agricoles peu éduqués de l'industrie du thé, je nuance ici le propos en me référant à la littérature sur l'identité collective et son durcissement lorsqu'elle est envisagée à des fins politiques, et plus particulièrement les travaux de M.-C. Lavabre et de D.-C. Martin.

19 Ces trois points sont formalisés par la constitution du *Kalenjin Council of Elders*, qui définit le statut de l'association ainsi que son fonctionnement. Voir plus particulièrement l'article 6 de la constitution : *Membership of the Council, life-membership, co-optation and entrance fees*.

20 Il s'agit d'une cérémonie où l'on offre au nouveau membre un « bâton de pouvoir » (signe distinctif d'une personnalité remarquable) taillé dans de l'olivier sauvage et au cours de laquelle ses mains et ses pieds sont oints de graisse mélangée à du lait caillé.

21 Les Nandi sont régulièrement présentés dans les brochures du *Nandi Kaburwo Council of Elders* comme un peuple ayant dominé la région grâce à leur supériorité militaire, leur structure sociale très hiérarchisée et leur unité garantie par l'*Orkoiyot*, figure type du « bon leader » dévoué à son peuple, omniscient et choisi par les dieux.

jeta une malédiction sur la communauté tout entière qui ne devrait plus jamais connaître l'harmonie : « *He had accursed the Nandi that their leadership will break like a pot* ». ²² Ce mauvais sort continuerait de hanter tout particulièrement les Nandi et les Kipsigis supposés être les descendants des clans des chefs militaires qui désobéirent à Kimnyolei et planifièrent son assassinat, qui n'ont pas connus de « bon leader » depuis Koitalel Samoei, leur dernier *Oorgoiyot* qui mena une guerre contre les britanniques pour la possession de l'escarpement Nandi au début du XX^{ème} siècle. Cette croyance collective est qualifiée par Gabrielle Lynch de « *narratives of communal grievance* » qui stipulent que les élites élues s'acharnent à marginaliser la communauté nandi dans la sphère politique. ²³ L'existence de ce récit s'explique par le rapide *turnover* des députés issus des communautés Nandi et Kipsigis dans les années 1980, encouragé par le président Moi afin d'éviter qu'une opposition organisée puisse se mettre en place dans la région. ²⁴ Ce récit s'explique également par la forte croyance il existait qu'auparavant un lien de confiance transcendantal entre l'*Oorgoiyot* et sa communauté, qui garantissait permettait aux Nandi le succès de toute entreprise commune et une supériorité sur les autres groupes ou sous-groupes de la région, puissance et harmonie qui auraient été perdues lorsque la communauté se retourna contre son leader.

Ainsi, qu'il s'agisse d'une trahison du leader par la communauté ou de la communauté par le leader, la défiance qui lie électeurs et élus constitue le terreau sur lequel des initiatives comme le *Nandi Political Code of Conduct* voient le jour. Ce code n'est pourtant que partiellement respecté : au-delà des écarts constatés en temps électoral, presque un an jour pour jour après l'élection du gouverneur du comté Nandi Cleophas Lagat (URP), une manifestation accusant ce dernier de corruption s'est tenue à Kapsabet le 25 mars 2014. ²⁵ Ce code de conduite, loin de se résumer à une simple entreprise d'acteurs nationaux (IEBC), internationaux (l'ONG CCDD) ou locaux (*Nandi Kaburwo Council of Elders*), constitue un formidable outil de compréhension des aspirations politiques d'une communauté dont la marginalité et l'unité sont modelées par des récits et croyances issues d'une mémoire collective en perpétuelle reconstruction. Au vu des enjeux politiques que ce code de conduite représente pour la communauté nandi et de l'importance qu'il aura dans mon travail de thèse, il m'a semblé important de le publier ici en ce qu'il illustre l'articulation complexe des politiques de réconciliation nationale aux enjeux précis portés par les élections locales et régionales pour une communauté ayant sa propre conception en termes de leadership. Plus généralement, ce document original permet de s'interroger sur le rôle joué au Kenya par les *councils of elders* au niveau local, tant d'un point de vue

22 Cette histoire est explicitée par l'une des brochures du *Nandi Kaburwo Council of Elders*, *The Nandi-Talai propiation convention held on 31th December under the auspices of the Nandi Kaburwo Council of Elders. Background on the information of the Talai Clan and the road to propiation, healing and reconciliation.*

23 Gabrielle Lynch, *I say to you. Ethnic Politics and the Kalenjin in Kenya*, 2011, p. 128.

24 Gabrielle Lynch, *Ibid*, p. 129.

25 Cet événement est relaté par plusieurs blogs nandi (comme le groupe *The Nandi County News* sur facebook) ou encore l'article du journal *The Star*, 25/03/2014, « Nandi police stops demo by civil groups ». Lien : <http://www.the-star.co.ke/news/article-160164/nandi-police-stop-demo-civil-groups>

social et identitaire qu'économique et politique.

Nandi County **The Political Code of Conduct**

A political Code of conduct to govern and regulate all political activities within Nandi County.

PREAMBLE

WE THE PEOPLE OF NANDI COUNTY;

REALISING the opportunities presented to us by devolved system of governance;

AWARE of the past and current political challenges;

IN COMPLIANCE with the constitution of Kenya and all other relevant Laws and regulations

APPRECIATING our unique challenges as a county;

DETERMINED to establish our county on a strong foundation;

CONSIDERING the impact of politics on the overall development of our society;

COMMITTED to adopt a culture of issue-oriented politics;

RECOGNISING the role of God towards achievement of our shared vision;

DO HEREBY give unto ourselves this Political Code of Conduct and undertake to jealously safeguard it.

1 | NCPCC

1. Background

Many professions especially in the fields of healthcare, finance and legal services have codes of conduct for their members. Voters and taxpayers who elect politicians to office and pay their salaries should be able to feel confident that their elected officials will exercise fiduciary and moral responsibility while serving their counties. The power the politicians wield with its Machiavellian potential for corruption, and abuse demands that they be held to an even higher standard political code of conduct. The elected leaders therefore should be people of unquestionable backgrounds who can be relied to spearhead strategic decisions affecting the counties.

In 2007 Kenya was on fire as the civil war threatened to bring the country on its knees. The post-election violence as it's famously referred to, was caused by a disputed electoral results in the country's general election. The Kriegler commission identified various aspects of electoral systems that required attention. These electoral malpractices make it impossible to have a free and fair election, which is a cardinal principle of democracy. Some of the malpractice that needs to be addressed includes hate speech, voter bribery, intimidation, campaign violence, discrimination, negative ethnicity etc.

A written political code of conduct provides clear ethical guidelines for everyone in the political arena. A formal code also serves to let aspiring candidates know that the county residents have high expectations of its leaders and instills confidence in the Nandi County's professional standards and performance. A political code of conduct is one way of committing the leadership of the county to free and fair elections and the respect to the rule of law. Failure to comply with the code can often result in the disciplinary action.

2 | NCPCC

For a long time the government in power has been using state resources to intimidate voters and scare opposition figures keen to bring change in the governance of the country. These systematic controls of state resources including the police have had devastating governance problems witnessed today which can be attributed to our independence constitution. With the coming to force the new constitution which has far reaching institutional reforms in the running of the government with wider public participation in the governance processes, there is significant need for promoting citizen participation in election of leaders who will occupy both county and national level leadership positions in order to make devolution of power a reality.

Regulations and Commitments

1. All Party Leaders and Political Aspirants shall append their signatures on a copy of this Code as a sign of their commitment to protect and abide by it.
2. All political aspirants shall abide by all the laws, rules and regulations of Kenya relating to elections and the maintenance of public order.
3. All Political Parties and political aspirants shall at all times uphold the rights and freedoms of the Nandi people as guaranteed by law.
4. All Political Parties and political Aspirants shall have the right and freedom to put forward their views to the electorate without any hindrance subject to the relevant laws and regulations.
5. All Political Parties and political Aspirants shall fully cooperate with the Police in any investigation and processes of enforcement of the relevant laws, rules and regulations.
6. No Political Party and/or political Aspirant shall use state apparatus including state owned print and electronic

3 | NCPCC

4 | NCPCC

7. All Political Parties and/or political Aspirants shall desist from the use of state vehicles, or other public resources for any electioneering campaigns or any other party business.
8. All Political Parties and/or political Aspirants shall not engage in acts of violence or intimidation of any kind, as a way of demonstrating its strength or supremacy.
9. All Political Parties and/or political Aspirants shall accordingly publicly condemn any form of political violence or intimidation.
10. All Political Parties and/or political Aspirants shall desist from the use of any defamatory, derogatory and insulting attacks on rival individual personalities through any form of communication, verbal or written.
11. All Political Parties and/or political Aspirants shall take all necessary steps to coordinate their campaign activities in such a way as to avoid holding rallies, meetings, marches or demonstrations close to one another at the same time.
12. All Political Parties and/or political Aspirants shall ensure that any clash on the date, venue or timing is resolved amicably by themselves or through their appointed representatives.
13. All Political Parties and/or political Aspirants shall desist from any acts that may lead to breach of peace or Public Order.
14. All Political Parties and/or political Aspirants shall where necessary in the public interest, notify the police and other relevant authorities of their public rallies and meetings in any particular area.
15. All Political Parties and/or political Aspirants shall desist from any act that may disrupt the activities of another Political Party or Aspirant.

4 | NCPCC

5 | NCPCC

17. All Political Parties and/or political Aspirants shall instruct their supporters that no arms or any object that can be used to cause injury shall be brought to a political rally, meeting, march, demonstration or any other political function.
18. All Political Parties and/or political Aspirants shall respect and promote affirmative action and shall endeavor to accord a favorable campaign platform to women, people with disabilities and minorities.
19. All Political Parties and/or political Aspirants shall avoid any discrimination based on tribe, sex, marital status, healthy status, ethnic or social origin, color, age, disability, religion, conscience, belief culture, dress, language or birth in connection with election and political activity.
20. All Political Parties and/or political Aspirants shall not knowingly give false promises to the electorate of Nandi County with a view of winning votes.
21. All Political Parties and/or political Aspirants shall at all times cooperate fully with election officials in the performance of their lawful duties, in order to ensure peaceful and orderly elections.
22. All Political Parties and/or political Aspirants shall conduct themselves in a peaceful manner during voting and instruct their respective supporters to do so.
23. All Political Parties and/or political Aspirants shall instruct its supporters that no weapon or any object that can be used to cause injury shall be brought to the polling station, and that no party attire, colors symbol, emblem or other insignia shall be worn to polling station on Election Day.

5 | NCPCC

24. All Political Parties and/or political Aspirants shall extend all necessary help and cooperation to law-enforcement agents for purposes of censuring the safety and security of election officials and party agents on polling day.

25. All Political Parties and/or political Aspirants shall instruct their agents in attendance at polling stations to perform their duties in accordance with the electoral laws and regulations, and to cooperate fully with the election officials for the efficient, transparent and uninterrupted conduct of the elections.

26. All Political Parties and/or political Aspirants undertake to accept the results of elections conducted in a free, fair and peaceful environment and if aggrieved will seek legal redress and not resorting to violence.

27. All Political Parties and/or political Aspirants shall not engage in any act of voter bribery or intimidation.

28. All Political Parties and/or political Aspirants shall not engage in any form of electoral malpractice as provided for under the relevant laws of Kenya.

29. The reference to Political Parties and/or political Aspirants in this Code shall where applicable refer to their supporters too.

30. The Political Parties and/or political Aspirants shall primarily be liable for the acts of its supporters.

3. Compliance and Enforcement

1. Registered parties and candidates bound by the Code are expected to promote the goal of the Code, publicize the Code.

2. All Political Parties and Political Aspirants are expected to comply with this Code, to instruct candidates, office bearers and agents and members and supporters to comply with it, and with electoral laws, and to take steps

to ensure that all so instructed comply with it. Candidates shall have joint conventions to campaign.

3. Contravention of the Code is an offence and a person convicted is liable to a fine or to imprisonment for a term determined by the Kenyan Elections Act and other Relevant Laws.

4. There shall be a public monitoring and enforcement committee comprising of nominees from the Political Parties and other stakeholders to oversee compliance with the Code.

5. The public monitoring and enforcement committee shall make appropriate recommendations to the Chief Electoral Officer for further action.

6. The chief electoral officer may institute proceedings in court against offenders to enforce compliance and the courts have a range of sanctions at their disposal. The Courts may;

- Impose a formal warning.
- Shame the candidates.
- Impose the forfeiture of candidate deposits.
- Prohibit or limit the use any public media, the holding of public events, entering any voting district to campaign, the display billboards, placards or posters, the publication or distribution of campaign literature or the receiving funds from the State or foreign sources.
- Exclude access to voting stations.
- Suspend the candidate from campaigning for a period of one to two months
- Cancel the number of votes cast in favor of a person or party.
- Disqualify candidates.
- Recommend to registrar of political parties the cancellation or de-registration of a party.

Conclusions

The purpose of this code of conduct is to consolidate the relationship between citizens and policy-makers by setting out, at county level, ethical principles approved by the elected representatives. Stressing that elected representatives carry out their duties within the framework of the law and in accordance with the mandate given to them by the electorate and that they are accountable to the whole of the county population, including those electors who did not vote for them. Considering also that respect for the electorate's mandate goes hand in hand with respect for ethical standards and deeply concerned by the increase in the number of judicial scandals involving political representatives who have committed offences while in office and noting that local and regional elected representatives are not above such offences and convinced that the promotion of codes of conduct for elected representatives will allow trust to be built up between local and regional politicians and citizens.

We the undersigned representatives of the political parties hereby collectively subscribe to this code of conduct.

Name..... Post.....

Polling Station..... Date.....

Definition: Code of conduct means 'a set of rules of behavior for political parties and their supporters relating to their participation in an election process, to which the parties ideally will voluntarily agree; and which may subsequent to the agreement be incorporated in law.'